CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 9 novembre 2012

Troisième trimestre et neuf premiers mois 2012

Des avancées significatives pour le Groupe
- **signature de la cession d'Emporiki**
- **plan d'adaptation réalisé au-delà des objectifs**
- **réalisation d'étapes majeures dans le recentrage des activités**

Un résultat publié traduisant les impacts comptables d'opérations exceptionnelles (Emporiki, CA Cheuvreux, Bankinter) liées au recentrage

Un résultat normalisé dans la tendance observée depuis le début de l'année, grâce à la solidité des métiers liés à la Banque universelle de proximité

La performance des Caisses régionales et la performance opérationnelle des métiers de Crédit Agricole S.A. ont permis d'amortir le « choc » lié à la Grèce

Groupe Crédit Agricole*

Des performances notables pour les Caisses régionales et une amélioration des ratios de solvabilité

RNPG T3-12 : - 2 207 millions d'euros, dont
RNPG des Caisses régionales : + 853 millions d'euros
RNPG 9M-12 : - 540 millions d'euros, dont
RNPG des Caisses régionales : + 2 687 millions d'euros

Ratio *Core Tier* 1 : 11,3 % (+110 pb / Déc 11)

Réserves disponibles : 201 milliards d'euros
bien supérieures à la dette court terme (133 milliards d'euros)

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100 %

Crédit Agricole S.A.

Bonne résistance des résultats opérationnels dans un environnement difficile

RNPG : - 2 852 millions d'euros au T3-12 et - 2 489 millions d'euros sur 9M-12
RNPG normalisé : 716 millions d'euros* au T3-12 et 2 466 millions* sur 9M-12

Impact RNPG de la cession d'Emporiki: - 1 959 millions d'euros au T3
Impact RNPG de la Grèce (dont Emporiki) : - 3 231 millions d'euros sur 9 mois

Ratio *Tier* 1 : 11,6 % dont *Core Tier* 1 : 9,3 % (+70 pb / Déc 11)

* Avant : réévaluation de la dette, Emporiki, Cheuvreux, plan d'adaptation, dépréciation d'écart d'acquisition, perte de déconsolidation de Bankinter au T3-12 et avant réévaluation de la dette (y compris sur la partie CPD), coût de la Grèce, plan d'adaptation, rachat de dette et moins-values de cessions, dépréciations de titres Intesa Sanpaolo et SACAM sur S1-12

Groupe Crédit Agricole

Au troisième trimestre 2012, le groupe Crédit Agricole a enregistré plusieurs avancées significatives :

- signature de l'accord définitif pour la cession d'Emporiki,
- achèvement du plan d'adaptation présenté en décembre 2011, réalisé au-delà des objectifs fixés,
- réalisation d'étapes majeures dans le recentrage de ses activités.

Les résultats du Groupe intègrent à 100 % la performance notable réalisée par les Caisses régionales qui confirment la force de leur engagement au service de leurs clients sur l'ensemble du territoire. Leur résultat net s'établit à 853 millions d'euros au troisième trimestre et à 2 687 millions pour les neuf premiers mois 2012. Ce résultat reflète aussi une activité soutenue : la collecte progresse globalement de 3,8 % au troisième trimestre 2012 par rapport au troisième trimestre 2011 ; l'encours de crédit augmente de 1,7 % par rapport au 30 septembre 2011, atteignant 394,9 milliards d'euros au 30 septembre 2012. Les crédits à l'habitat en particulier progressent de 3,0 %. Les Caisses régionales enregistrent une hausse de 3,9 % de leur produit net bancaire au troisième trimestre 2012, tout en continuant à améliorer leur ratio crédits/collecte, qui atteint 126 % contre 127 % au 30 juin 2012 et 129 % au 31 décembre 2011.

Jean-Marie Sander, président de Crédit Agricole S.A., souligne que le groupe Crédit Agricole maintient ainsi sa place de premier financeur de l'économie française, avec plus de 483 milliards d'euros de crédits distribués par les Caisses régionales et LCL.

Au-delà de la bonne performance des Caisses régionales, le résultat du Groupe reflète la résistance des métiers. Il enregistre également les impacts comptables des opérations exceptionnelles liées au recentrage des activités de Crédit Agricole S.A., en particulier les cessions d'Emporiki et de CA Cheuvreux ainsi que la déconsolidation de Bankinter. Au total, le résultat net part du groupe ressort à – 2 207 millions d'euros au troisième trimestre 2012 et à - 540 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012.

Le directeur général de Crédit Agricole S.A., Jean-Paul Chifflet, note que, en termes de solvabilité, le Groupe renforce sa solidité financière avec un ratio *Core Tier* 1 qui s'établit à 11,3 % au 30 septembre 2012, stable par rapport au 30 juin 2012, et en hausse de 110 points de base par rapport au 31 décembre 2011. Ce ratio intègre notamment les émissions de parts sociales dans les Caisses locales (~ 160 millions d'euros au troisième trimestre) et les impacts du Plan d'adaptation en termes d'emplois pondérés. Le Groupe réaffirme par ailleurs l'objectif de *Common Equity Tier 1* Bâle 3 *fully loaded* supérieur à 10 % fin 2013 qui lui permet d'être au-delà des exigences réglementaires, intégrant le coussin à constituer en tant qu'établissement systémique global (1 %).

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 8 novembre 2012, a examiné les comptes du troisième trimestre et des neuf premiers mois 2012.

Le résultat net part du Groupe ressort à - 2 852 millions d'euros au troisième trimestre 2012 et à - 2489 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2012. Il tient compte, à hauteur de - 1 959 millions d'euros, de l'impact de l'accord signé pour la cession d'Emporiki, fondé sur l'évaluation des pertes et coûts liés à la transaction jusqu'à la finalisation de la cession. Il reflète également l'amélioration de la qualité des signatures de Crédit Agricole S.A. et CACIB au cours du troisième trimestre 2012 et sa conséquence comptable : la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre d'un montant de - 647 millions d'euros. Enfin, il enregistre les impacts négatifs sur les comptes des étapes majeures réalisées dans le cadre du recentrage des activités de Crédit Agricole S.A. :

- la cession en cours de CA Cheuvreux, pour - 181 millions d'euros,
- la déconsolidation de Bankinter pour -193 millions d'euros, après le franchissement à la baisse du seuil de 20 % fin août 2012,

- la dépréciation d'écart d'acquisition en crédit à la consommation à hauteur de - 572 millions d'euros.

Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., précise que, retraité de ces éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe normalisé atteint 716 millions d'euros. Dans le contexte économique actuel, et en tenant compte de la mise en œuvre réussie du plan d'adaptation et de la réduction du volume d'activité dans les pôles en restructuration, le résultat traduit une performance opérationnelle satisfaisante.

Les métiers de la banque de proximité et de gestion de l'épargne confirment leur résistance dans une économie atone, avec une activité en progression : dans la Banque de proximité en France, la collecte bilan progresse de 7,7 % sur 12 mois et l'encours de crédit de 1,3 % par rapport à une base élevée en 2011 ; l'encours des actifs gérés par les métiers de la gestion de l'épargne a augmenté de 56,5 milliards d'euros (y compris 47,8 milliards d'effet positif des marchés et change) sur les neuf premiers mois de 2012, soit une hausse de 5,6 % par rapport au 31 décembre 2011. En particulier, l'assurance vie enregistre une inflexion favorable, avec une collecte nette positive au troisième trimestre 2012.

En Banque de proximité, le troisième trimestre 2012 présente les effets habituels de saisonnalité de l'activité et des résultats. La contribution des Caisses régionales est en léger recul, - 3,5 %, au troisième trimestre 2012 par rapport au troisième trimestre 2011. Pour LCL, si le résultat net part du Groupe enregistre un recul de 11,0 % sur le trimestre, il reste stable sur les neuf premiers mois. Pour Cariparma, le résultat net part du Groupe est en baisse plus sensible, - 44,5 %, en raison d'un effet de ciseaux entre un résultat brut d'exploitation en baisse de 9,6 % (retraité des coûts d'intégration au T3-11), pénalisé par le contexte de taux particulièrement bas, et un coût du risque en hausse de 14,3 % par rapport au troisième trimestre 2011 mais stable par rapport au deuxième trimestre 2012.

Dans les métiers de gestion de l'épargne, le résultat net part du Groupe ressort à 406 millions d'euros, alors que le résultat du troisième trimestre 2011 était affecté par la crise financière et les conséquences du plan de soutien à la Grèce dans l'assurance. Tous les métiers du pôle retrouvent des niveaux de résultats élevés ce trimestre : 252 millions pour Crédit Agricole Assurances, 81 millions d'euros pour Amundi (+ 43,8 %), 42 millions d'euros pour les services financiers aux institutionnels (+30 %) et 30 millions d'euros pour la Banque privée (+7,1 %).

Enfin, les deux métiers entrés depuis septembre 2011 en phase de restructuration, la Banque de financement et d'investissement et les Services financiers spécialisés, poursuivent le pilotage de la réduction de leurs activités et de leur consommation de liquidité. Si les Services financiers spécialisés voient leur contribution affectée par la dégradation en Italie, la Banque de financement et d'investissement réalise une performance satisfaisante avec une baisse limitée de son résultat normalisé[1] au troisième trimestre 2012 (-15,0 %) comme sur les 9 premiers mois de l'année (-16,6 %).

En parallèle, Crédit Agricole S.A. a continué à renforcer sa situation de liquidité et de solvabilité. Son ratio *Core Tier one* s'établit à 9,3 % à fin septembre 2012, et atteint 9,8 % pro forma anticipant la déconsolidation d'Emporiki. A fin septembre 2012, les réserves disponibles s'élèvent à 201 milliards d'euros, alors que la dette à court terme atteint 133 milliards d'euros. L'endettement de marché à court terme net a été réduit de 52 milliards d'euros entre juin 2011 et septembre 2012, à rapporter à l'objectif de réduction du Plan de 45 milliards d'euros. Par ailleurs, le programme marché à moyen-long terme de Crédit Agricole S.A., fixé à 12 milliards d'euros pour l'exercice 2012 pour tenir compte d'un objectif de baisse de 5 milliards d'euros, a été réalisé à hauteur de 17,1 milliards d'euros au 31 octobre 2012 sur la seule base des levées effectuées depuis le 1er janvier 2012. Les émissions dans les réseaux du Groupe et les financements complémentaires réalisés depuis le 1er janvier s'élèvent quant à eux à 14,8 milliards d'euros au 30 septembre 2012.

Responsabilité sociale et environnementale

Crédit Agricole S.A. dans le top 3 du classement Novethic

Le Crédit Agricole arrive en tête des banques françaises dans le classement établi par Novethic sur la communication responsable des 31 plus grandes banques et compagnies d'assurances européennes.
L'étude, réalisée par l'agence de notation sociétale Novethic, porte sur quatre thèmes de la RSE : environnement, social, gouvernance et produits & services.

[1] *Activités pérennes retraitées de la réévaluation de la dette, des couvertures de prêts, des impacts du plan d'adaptation et de l'impact de CA Cheuvreux*

Les principales bonnes pratiques du Groupe mises en exergue sont :

- l'intégration de critères sociaux et environnementaux dans la rémunération variable des dirigeants,
- la quantification des émissions de CO2 liées aux financements et aux investissements,
- le traitement des enjeux sociétaux (relations avec les parties prenantes, salariés, fournisseurs, société civile).

De nouvelles émissions socialement responsables pour le Groupe

En septembre dernier, agissant en étroite collaboration avec le Crédit Agricole Nord de France, Crédit Agricole CIB a été le seul chef de file d'une émission obligataire socialement responsable sur le marché de l'euro réalisée pour la Région Nord-Pas de Calais. La spécificité de cette opération est double :

- les fonds levés seront alloués à des projets spécifiques dans trois secteurs : les transports et les infrastructures pour 70 % des fonds (réseaux fluviaux, transports en commun en site propre), l'énergie pour 20 % des fonds (qualité énergétique des bâtiments, développement de la filière éco-matériaux) et la biodiversité pour 10 % des fonds (développement de la forêt régionale) ;
- la Région s'engage à fournir aux investisseurs ISR un reporting annuel sur les projets financés.

En octobre, Crédit Agricole CIB est également intervenu en tant que conseiller structuration et teneur de livre dans une émission obligataire de 500 millions d'euros, ciblant en priorité les Investisseurs Socialement Responsable, pour le compte d'Air Liquide. Cette émission obligataire a été placée en grande partie auprès d'investisseurs disposant de mandats de gestion ISR et permet ainsi à Air Liquide d'accéder à de nouvelles sources de financement. Après plusieurs émetteurs publics et supranationaux, Air Liquide devient ainsi la première entreprise à émettre des obligations thématiques sur-mesure pour les investisseurs ISR. Il s'agit aussi de la première émission à bénéficier d'une notation de la part de l'agence de notation extra-financière Vigeo.

Agenda financier

20 février 2013	Publication des résultats du quatrième trimestre 2012 et de l'année 2012
7 mai 2013	Publication des résultats du premier trimestre 2013
23 mai 2013	Assemblée générale
6 août 2013	Publication des résultats du deuxième trimestre 2013
7 novembre 2013	Publication des résultats du troisième trimestre 2013

Avertissement

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois arrêtée au 30 septembre 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34« Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre du troisième trimestre 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T3-12	Variation T3/T3*	9M-12*	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	3 432	(31,9 %)	13 245	(13,9 %)
Charges d'exploitation	(3 043)	(0,5 %)	(9 214)	(1,0 %)
Résultat brut d'exploitation	**389**	**(80,3 %)**	**4 031**	**(33,6 %)**
Coût du risque	(963)	(30,5 %)	(2 695)	(2,8 %)
Résultat d'exploitation	**(574)**	**ns**	**1 336**	**(59,5 %)**
Sociétés mises en équivalence	18	(92,7 %)	658	(31,1 %)
Gains/pertes sur autres actifs	41	ns	77	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(572)	ns	(572)	ns
Résultat avant impôt	**(1 087)**	**ns**	**1 498**	**(64,7 %)**
Impôt	246	ns	(627)	(41,1 %)
Gains/pertes nettes sur activités en cours de cession	(1 946)	x 5,1	(3 219)	x 2,4
Résultat net de l'exercice	**(2 787)**	**ns**	**(2 348)**	**ns**
Intérêts minoritaires	65	(16,0 %)	141	(47,9 %)
Résultat net part du Groupe	**(2 852)**	**ns**	**(2 489)**	**ns**

*Les exercices 2011 et 2012 ont été retraités du passage en IFRS5 d'Emporiki et de Cheuvreux

Le **produit net bancaire** de Crédit Agricole S.A. atteint 3 432 millions d'euros au troisième trimestre 2012 et 13 245 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012. Il intègre, pour le troisième trimestre 2012, des éléments spécifiques représentant globalement - 1 062 millions d'euros, à comparer à + 401 millions d'euros au troisième trimestre 2011 :

- impact de la réévaluation de la dette du fait de l'amélioration des *spreads* de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB pour -1 017 millions d'euros, attribuable pour - 646 millions d'euros à la Banque de financement et d'investissement (impact de + 406 millions d'euros au troisième trimestre 2011) et pour - 371 millions d'euros au Compte propre et divers (nul au troisième trimestre 2011) ;
- impact des cessions de portefeuilles dans le cadre du plan d'adaptation, tant au sein de la Banque de financement et d'investissement (- 33 millions d'euros à comparer à - 5 millions d'euros au troisième trimestre 2011) qu'en Services financiers spécialisés (- 12 millions d'euros – néant au troisième trimestre 2011).

Les **charges d'exploitation enregistrent une légère amélioration :** elles baissent de 0,5 % au troisième trimestre 2012 par rapport au troisième trimestre 2011, et de 1,0 % pour les neuf premiers mois de l'année 2012 par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2011.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 389 millions d'euros au troisième trimestre, en baisse de 80,3 % par rapport au troisième trimestre 2011. Cette baisse est ramenée à - 8,2 % en excluant les éléments spécifiques.

Le **coût du risque** s'élève à 963 millions d'euros au troisième trimestre 2012, contre 1 386 millions au troisième trimestre 2011 qui était notamment affecté par l'impact du plan de soutien à la Grèce dans le métier assurances. Il enregistre ainsi en un an une baisse significative, de 30,5 %.

A fin septembre 2012, l'encours de créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) s'élève à 16,0 milliards d'euros, en recul de 29,5 % par rapport au troisième trimestre 2011 compte tenu du passage d'Emporiki en IFRS5. Il représente 3,3 % des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, à comparer à 4,4 % à fin septembre 2011 et 4,6 % à fin décembre 2011. Le taux de couverture des créances dépréciées par des provisions spécifiques continue de progresser : il atteint 56,9 % à fin septembre 2012, à comparer à 51,3 % douze mois auparavant et 54,0 % au 31 décembre 2011. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 76,3 %, en hausse de 6,9 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2011 et de 9,3 points par rapport à fin septembre 2011.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à 18 millions d'euros, intégrant l'impact de la déconsolidation de Bankinter à hauteur de - 193 millions d'euros, à comparer à 244 millions d'euros au troisième trimestre 2011. La contribution des Caisses régionales s'élève quant à elle à 210 millions d'euros au troisième trimestre 2012, en baisse de 3,5 % par rapport au troisième trimestre 2011.

La **variation de valeur des écarts d'acquisition** s'élève à - 572 millions d'euros correspondant à la dépréciation d'une partie de l'écart d'acquisition sur le métier crédit à la consommation des Services financiers spécialisés.

Le **résultat avant impôt** s'élève ainsi à - 1 087 millions d'euros et l'impôt à + 246 millions d'euros pour le trimestre, intégrant un impact positif de 371 millions d'euros lié aux éléments spécifiques du trimestre.

Le **résultat net d'impôt des activités en cours de cession** s'élève à - 1 946 millions d'euros au troisième trimestre 2012, intégrant un impact de la cession d'Emporiki de - 1 765 millions d'euros, auquel s'ajoutent - 184 millions d'euros au titre de la cession de Cheuvreux.

Le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. ressort ainsi à - 2 852 millions d'euros au troisième trimestre 2012 ; hors éléments spécifiques (réévaluation de la dette, cession d'Emporiki et de Cheuvreux, plan d'adaptation, dépréciation d'écart d'acquisition, et perte de déconsolidation de Bankinter), il s'élève à 716 millions d'euros.

Réalisation du plan d'adaptation, en avance sur les objectifs

Le Groupe a poursuivi activement la mise en œuvre du plan d'adaptation, conformément à la communication réalisée le 14 décembre 2011, selon les trois volets principaux :

- En Banque de proximité : amélioration globale du ratio crédit/collecte.
  Le renforcement de la collecte bilan dans tous les réseaux du Groupe, en France et à l'international, combiné à une croissance maîtrisée des encours de crédit, a permis de ramener le ratio crédit/collecte à 122,0 %, contre 128,8 % à fin juin 2011.

- En Services financiers spécialisés : réduction des besoins en liquidité et diversification des ressources.
  Tant en crédit à la consommation qu'en crédit-bail et affacturage, les métiers ont poursuivi le pilotage de la réduction de leurs encours. CAL&F a ainsi procédé en juillet à une opération de cession d'un portefeuille de créances pour environ 300 millions d'euros.
  Parallèlement, de nouvelles ressources sont développées : collecte de dépôts, titrisations et émissions obligataires pour l'essentiel qui ont permis d'augmenter les ressources à hauteur de 5,1 milliards depuis juin 2011, dont 1,3 milliard au troisième trimestre 2012. Depuis juin 2011, CACF a démarré une activité de collecte d'épargne *retail* en Allemagne qui atteint environ 1 milliard d'euros à fin septembre 2012. CACF a aussi effectué, en France, une titrisation en juillet pour environ 600 millions d'euros. Par ailleurs, FGAC a procédé ce trimestre à une émission d'obligations EMTN pour environ 500 millions d'euros.

- En Banque de financement et d'investissement : poursuite des cessions et de la maîtrise des encours.
  Les cessions de prêts du portefeuille de la banque de financement se sont poursuivies au cours du troisième trimestre 2012, avec des niveaux de décotes faibles (0,9 milliard d'euros de cession au troisième trimestre, soit un total de 9,9 milliards d'euros depuis le début des cessions, avec un taux de décote moyen de 2,3 %).

Ainsi, à fin septembre 2012, la réduction des besoins de financement est déjà engagée à hauteur de 118 %. S'agissant des emplois pondérés, le plan est réalisé à fin septembre, avec une baisse des emplois pondérés de 51 milliards d'euros, y compris transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation.

Réduction des besoins de financement

En Mds € **A change courant**	**Réalisé au S2-11**	**Réalisé au S1-12**	**Réalisé au T3-12**	**Réalisé cumul au 30/09/12**	**Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12**	**% réalisé**
Plan d'adaptation						
• Banque de proximité	- 9	- 9	- 3	**- 21**	- 23	
• Services financiers spécialisés	- 3	- 4	- 4	**- 11**	- 9	
• *Plan d'adaptation*	*-1*	*-2*	*-3*	*-6*		
• *Titrisation et autres mesures*	*-2*	*-2*	*-1*	*-5*		
• BFI	- 11	- 2	- 14	**- 27**	- 18	
à change constant	*-16*	*-4*	*-12*	*-32*		
Total réduction des besoins de financement	**- 23**	**- 15**	**- 21**	**- 59**	**- 50**	**118 %**
A change constant	***- 28***	***- 17***	***- 19***	***- 64***		

Réduction des emplois pondérés

En Mds € **A change constant**	**Réalisé au S2-11**	**Réalisé au S1-12**	**Réalisé au T3-12**	**Réalisé cumul au 30/09/12**	**Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12**	**% réalisé**
Plan d'adaptation						
• SFS *(Bâle 2.5)*	- 1	- 3	-2	- 6	~ - 5	
• BFI	- 11	- 19	- 1	- 31	~ - 30	
• *Impact courant (Bâle 2.5)*	*- 7*	*- 6*	*-1*	*- 14*	*~ - 18*	
• *Impact 2013 (Bâle 3)*	*- 4*	*- 13*	*- 0*	*- 17*	*~ - 12*	
Total plan d'adaptation	**- 12**	**- 22**	**- 3**	**- 37**	**~ - 35**	**106 %**
Autres mesures						
• BFI – transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation (impact net) *(Bâle 2.5)*		- 14	0	- 14		
Total de la réduction des emplois pondérés (y compris impacts Bâle 3)	**- 12**	**- 36**	**- 3**	**- 51**		

LA STRUCTURE FINANCIERE

Au cours des 9 premiers mois de 2012, Crédit Agricole S.A. a renforcé sa solidité financière. Le ratio *Core Tier* 1 s'établit à 9,3 % au 30 septembre 2012, à comparer à 8,6 % au 31 décembre 2011. Sur 9 mois, Crédit Agricole S.A. enregistre un impact significatif de la hausse des gains latents (pour 41 points de base), de la poursuite du plan d'adaptation dans la Banque de financement et d'investissement et les Services financiers spécialisés (pour

35 points de base), et de la finalisation de la cession du risque de marché du portefeuille de corrélation (pour 49 points de base).

Sur le seul troisième trimestre, le ratio *Core Tier* 1 subit l'impact de la perte liée au passage d'Emporiki en IFRS5, alors que les emplois pondérés d'Emporiki sont conservés. Il diminue ainsi de 30 points de base. Anticipant la sortie des emplois pondérés d'Emporiki qui interviendra au *closing* de l'opération, le ratio Core Tier 1 s'élève à 9,8 % pro forma.

Sur 9 mois, les emplois pondérés sont en baisse de 35 milliards d'euros, pour l'essentiel grâce au plan d'adaptation et au transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation. Ils passent de 333,7 milliards d'euros au 31 décembre 2011 à 298,3 milliards d'euros au 30 septembre 2012.

LA LIQUIDITE

A fin septembre 2012, l'endettement court terme brut, correspondant à l'encours de dettes à moins de 370 jours levées par les principales trésoreries du Groupe auprès de contreparties de marché, s'élève à 133 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole, contre 135 milliards d'euros à fin septembre 2011. La position de trésorerie est excédentaire de 38 milliards d'euros à fin septembre, correspondant aux montants déposés au jour le jour auprès des Banques centrales, tant en euros qu'en dollars américains.

La situation en dollar s'est légèrement améliorée au terme du troisième trimestre par rapport au 30 juin 2012, avec une légère augmentation des ressources levées aux Etats-Unis. Elles représentent 8 % de la dette court terme brute contre 5 % au trimestre précédent. La proportion de la dette libellée en dollar américain progresse également à plus de 24 %, contre 21 % au 30 juin 2012. Par pays, la part de la France augmente : elle représente à fin septembre environ 57 % de la dette court terme (54 % à fin juin 2012).

Depuis juin 2011, l'endettement court terme, net des dépôts banques centrales, a été réduit de 52 milliards d'euros, à rapporter à l'objectif de réduction du plan d'adaptation de 45 milliards d'euros entre juin 2011 et décembre 2012.

Cette réduction de l'endettement court terme s'est accompagnée de la baisse structurelle des besoins des métiers dans le cadre du plan d'adaptation, à hauteur de près de 59 milliards d'euros, qui a été partiellement compensée par la hausse de l'utilisation des réserves de liquidité par le biais de mise en repo et d'accès aux banques centrales.

Les réserves d'actifs disponibles, éligibles aux banques centrales ou liquéfiables dans le marché après décote, y compris les dépôts banques centrales, atteignent 201 milliards d'euros à fin septembre 2012 (dont 163 milliards d'euros de réserves structurelles), soit 151 % de l'endettement court terme total. Constituées pour 148 milliards d'euros d'actifs éligibles auprès des Banques Centrales (135 milliards d'euros au 30 juin 2012), elles s'inscrivent en hausse de 54 milliards d'euros par rapport à fin 30 juin 2011.

Les réserves disponibles se composent de titres éligibles aux Banques Centrales et liquéfiables sur le marché pour 77 milliards d'euros (soit 38 % du total des réserves), de créances éligibles aux Banques Centrales à hauteur de 61 milliards d'euros (soit 30 %), de dépôts auprès des Banques Centrales pour 38 milliards d'euros (soit 19 %), de titres liquéfiables sur le marché pour 15 milliards d'euros (soit 8 %), et de parts de titrisation et auto-titrisations réalisées pour 10 milliards d'euros (soit 5 %).

Concernant le refinancement à moyen-long terme, avec les seules levées effectuées depuis le 1er janvier 2012, Crédit Agricole S.A. a dépassé son programme d'émissions sur les marchés en levant 17,1 milliards d'euros au 31 octobre à rapporter à un programme fixé à 12 milliards d'euros pour 2012. Ces levées ont été réalisées avec une durée moyenne de 6,4 ans et un *spread* moyen contre *mid-swap* de 125 points de base.

Le Groupe développe en parallèle l'accès à des financements complémentaires par le biais de ses réseaux de proximité et ses filiales spécialisées, notamment par le biais d'émissions : au 30 septembre 2012, près de 3,3 milliards d'euros ont été levés dans les réseaux des Caisses régionales, 4,3 milliards d'euros dans les réseaux de LCL et Cariparma, 4,9 milliards d'euros via Crédit Agricole CIB (principalement en placements privés structurés) et 2,3 milliards d'euros via Crédit Agricole Consumer Finance (principalement en émissions et titrisations).

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

Le pôle Banque de proximité en France enregistre au troisième trimestre 2012 les effets habituels de saisonnalité de l'activité et des résultats. L'activité des réseaux est restée solide dans une économie française atone. Le ratio Crédit / Collecte enregistre une amélioration de six points par rapport au 30 juin 2011, atteignant 124 % au 30 septembre 2012 contre 130 % en juin 2011. La collecte bilan atteint 406 milliards d'euros au 30 septembre 2012, en hausse de 7,7 % par rapport à fin septembre 2011, portée par la hausse des comptes et dépôts à terme, + 25,2 % par rapport à au 30 septembre 2011, et des comptes sur livrets, + 9,0 % sur la même période.

Les crédits progressent de + 1,3 % par rapport au 30 septembre 2011, et atteignent 483,1 milliards d'euros au 30 septembre 2012. Ils enregistrent le ralentissement de la croissance des crédits aux particuliers. Les crédits à l'habitat augmentent de 2,8 % sur un an, tandis que les crédits à la consommation sont en recul.

Ainsi, pour les neuf premiers mois 2012, le résultat net part du Groupe du pôle enregistre un léger recul, - 3,2 % par rapport aux neuf premiers mois 2011. La contribution de LCL est quasi-stable sur la période (- 0,9 %), La quote-part de résultats des Caisses régionales mises en équivalence diminue quant à elle de 4,7 %.

1.1. CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T3-12	Variation T3/T3	9M-12	Variation 9M/9M
Résultat net mis en équivalence (à environ 25 %)	**211**	**(7,3 %)**	**602**	**(5,7 %)**
Variation de quote-part dans les réserves	(1)	ns	153	(0,6 %)
Quote-part de résultats des mises en équivalence	**210**	**(3,5 %)**	**755**	**(4,7 %)**

Les Caisses régionales poursuivent une stratégie de développement équilibré de leur fonds de commerce.

Dans le domaine de la collecte, les encours atteignent 563,2 milliards d'euros, dont 326,4 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 6,7 % sur un an. Elle est notamment tirée par les comptes et dépôts à terme (+ 24,5 %). Compte tenu d'une activité soutenue au cours du troisième trimestre 2012, les encours de collecte hors bilan retrouvent à fin septembre 2012 leur niveau de septembre 2011, et s'établissent à 236,8 milliards d'euros.
Sur un an, l'encours en titres progresse de 4,6 % et l'assurance vie présente des encours en hausse de 1,1 % sur un an dans un marché tendu.

En ce qui concerne les crédits, les encours s'élèvent à 394,9 milliards d'euros au 30 septembre 2012, en hausse de 1,7 % par rapport au 30 septembre 2011. La progression des crédits à l'habitat atteint 3,0 %. Les encours sur les professionnels et les entreprises enregistrent un léger recul. Pour leur part, les encours de crédit à la consommation sont en diminution.

En conséquence, le ratio crédit/collecte continue de s'améliorer, s'établissant à 126 % à fin septembre 2012, contre 129 % à fin décembre 2011.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3,4 milliards d'euros pour le troisième trimestre 2012, en hausse de 3,3 % par rapport au troisième trimestre 2011. Cette hausse résulte de la progression du produit net bancaire clientèle due à la bonne tenue des marges d'intérêts et malgré une baisse des commissions de 2,7 % par rapport au troisième trimestre 2011.

Les charges sont en hausse de 5,9 % au troisième trimestre 2012 par rapport à la même période de l'année précédente. En excluant l'impact du doublement de la taxe systémique (42 millions d'euros) et de la hausse du forfait social (42 millions d'euros), la hausse ressort à 1,3 %.

Le résultat d'exploitation est stable au troisième trimestre 2012, à 1 291 millions d'euros après un coût du risque qui s'établit à 155 millions d'euros, soit 16 points de base rapporté aux encours de crédits au troisième trimestre 2012

contre 15 points de base au troisième trimestre 2011. Le taux de créances dépréciées ressort à 2,4 % à fin septembre 2012, stable depuis fin 2010. Le taux de couverture, y compris provisions collectives, est en légère hausse, atteignant 108,2 % à fin septembre 2012 contre 107,8 % à fin juin 2012.

En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 210 millions d'euros au troisième trimestre 2012, en recul de 3,5 % par rapport au troisième trimestre 2011.

1.2. LCL

(en millions d'euros)	T3-12	Variation T3/T3	9M-12	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	**959**	**+ 2,7 %**	**2 972**	**+ 2,4 %**
Charges d'exploitation	(637)	+ 2,5 %	(1 883)	+ 1,5 %
Résultat brut d'exploitation	**322**	**+ 3,0 %**	**1 089**	**+ 4,1 %**
Coût du risque	(90)	+ 46,0 %	(234)	+ 8,0 %
Résultat d'exploitation	**232**	**(7,5 %)**	**855**	**+ 3,1 %**
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	ns	(1)	ns
Résultat avant impôt	**231**	**(7,7 %)**	**854**	**+ 3,0 %**
Impôt	(77)	(0,5 %)	(286)	+ 11,8 %
Résultat net de l'exercice	**154**	**(11,0 %)**	**568**	**(0,9 %)**
Intérêts minoritaires	8	(10,5 %)	28	(0,7 %)
Résultat net part du Groupe	**146**	**(11,0 %)**	**540**	**(0,9 %)**

Dans un contexte marqué par le ralentissement de l'activité économique, LCL continue avec succès d'accompagner les particuliers, les entreprises et les professionnels.

Les encours de crédits s'élèvent ainsi à 88,2 milliards d'euros à fin septembre 2012. Les encours de crédit habitat progressent de 2,0 % entre fin septembre 2011 et fin septembre 2012. Les encours de collecte affichent une progression de 5,4 % sur la même période, tirés par la collecte bilan, l'assurance-vie et les titres.

Le ratio crédit/collecte continue de s'améliorer. Ainsi, depuis juin 2011, début de la mise en place du plan d'adaptation, il baisse de 14 points et s'établit à 115 % à fin septembre 2012 à comparer à 129 % à fin juin 2011.

Le produit net bancaire du trimestre s'établit à 959 millions d'euros, en hausse de 2,7 % par rapport au troisième trimestre 2011. Cette bonne performance des revenus est soutenue par une activité commerciale solide et l'évolution favorable des revenus d'intérêts. Ceux-ci progressent de 8,7 % par rapport au troisième trimestre 2011 en lien avec l'amélioration des marges sur crédits et la réduction de la dette. Les commissions sont, quant à elles, en baisse de 4,6 % sur la même période, pénalisées par la baisse de volume notamment sur les valeurs mobilières clientèle.

Les charges d'exploitation, hors impact de la hausse de la taxe systémique de 8 millions d'euros et du relèvement du forfait social de 9 millions d'euros, restent stables par rapport au troisième trimestre 2011.

Le coût du risque est en hausse par rapport au troisième trimestre 2011. Le taux de créances dépréciées sur encours est stable à 2,4 % depuis le début de l'année, tandis que le taux de couverture, y compris provisions collectives, est renforcé, atteignant 77,7 % contre 76,7 % à fin septembre 2011. Enfin, aucune reprise de provision notable n'a été enregistrée ce trimestre.

Au total, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 146 millions d'euros, en baisse de 11,0 % par rapport au troisième trimestre 2011.

2. POLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le troisième trimestre 2012 est marqué par la signature de la cession d'Emporiki, conduisant à constater dans les comptes du trimestre la meilleure évaluation des pertes et coûts induits par la transaction jusqu'à la finalisation de la cession. Le **résultat net part du Groupe** du pôle enregistre ainsi une perte de 1 899 millions d'euros au troisième trimestre 2012, contre une perte de 285 millions au troisième trimestre 2011. Il enregistre pour les neuf premiers mois 2012 une perte de 2 985 millions d'euros, à comparer à une perte de 982 millions d'euros pour la même période de 2011.

(en millions d'euros)	T3-12	Variation T3/T3*	9M-12*	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	**617**	**(0,2 %)**	**1 861**	**+ 3,3 %**
Charges d'exploitation	(390)	+ 0,8 %	(1 229)	+ 6,7 %
Résultat brut d'exploitation	**227**	**(1,9 %)**	**632**	**(2,7 %)**
Coût du risque	(115)	+ 2,7 %	(360)	+ 17,5 %
Résultat d'exploitation	**112**	**(6,4 %)**	**272**	**(20,8 %)**
Sociétés mises en équivalence	(188)	ns	(136)	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	ns	(2)	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-
Résultat avant impôts	**(78)**	**ns**	**134**	**(67,2 %)**
Impôt	(43)	+ 23,9 %	(72)	(43,0 %)
Résultat net d'impôt des activités en cours de cession	(1 764)	x 4,5	(3 033)	x 2,3
Résultat net de l'exercice	**(1 885)**	**x 6,4**	**(2 971)**	**x 2,9**
Intérêts minoritaires	14	ns	14	ns
Résultat net part du Groupe	**(1 899)**	**x 6,7**	**(2 985)**	**x 3,0**

*Les exercices 2011 et 2012 ont été retraités du passage en IFRS5 d'Emporiki

En Italie, Cariparma fait preuve d'une bonne résistance liée à son statut particulier de réseau régional principalement implanté dans le nord du pays : son activité commerciale reste solide dans un environnement économique dégradé. Ainsi, les encours de crédit se maintiennent, avec une quasi stabilité (- 0,5 % à fin septembre 2012 par rapport à fin septembre 2011) pour atteindre 33,5 milliards d'euros. La collecte s'établit quant à elle à 35,5 milliards d'euros au 30 septembre 2012. Ainsi, l'excédent de liquidité clientèle, qui permet de contribuer au financement des autres activités du Groupe en Italie, ressort à 2,0 milliards d'euros au 30 septembre 2012.

Outre les encours bilan, la collecte est soutenue par la croissance de la production en titres, OPCVM et assurance-vie.

Le résultat d'exploitation enregistre une baisse de 4,4 %[2] pour les neuf premiers mois de 2012.

Au troisième trimestre 2012, le produit net bancaire est sous pression dans un contexte de taux particulièrement bas : à titre d'illustration, l'Euribor 3 mois est inférieur de 120 points de base au troisième trimestre 2012 à celui du troisième trimestre 2011. Le produit net bancaire s'établit ainsi à 401 millions d'euros, en recul de 4,6 % par rapport au troisième trimestre 2011.

Les charges sont maîtrisées, en baisse de 1,0 % par rapport au troisième trimestre 2011 (retraitées des coûts d'intégration).

[2] *Hors coûts du plan de départ volontaire (PDV) au deuxième trimestre 2012, des effets périmètres et des coûts d'intégration des nouvelles agences en 2011*

Le coût du risque reste quant à lui affecté par la détérioration du contexte économique, tout en se stabilisant par rapport au deuxième trimestre 2012. Pour les neuf premiers mois, le coût du risque sur encours ressort à 100 points de base et le ratio des créances dépréciées sur encours s'établit à 7,8 %, leur couverture atteignant 43,3 % contre 44,5 % au deuxième trimestre 2012.

Au total, le résultat net part du groupe de Cariparma pour le troisième trimestre 2012 s'établit à + 27 millions d'euros contre 49 millions d'euros au troisième trimestre 2011.

Cariparma est classée au premier rang des Groupes bancaires italiens 2011 selon les revues BancaFinanza et Lombard.

En Grèce, Crédit Agricole S.A. a annoncé la signature d'un contrat visant à la cession de la totalité du capital d'Emporiki à Alpha Bank. La transaction a été approuvée par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. le 15 octobre 2012. Crédit Agricole S.A. et Alpha Bank visent la finalisation de la cession au 31 décembre 2012, sous réserve de l'obtention de l'autorisation des autorités compétentes.

L'impact de la transaction se traduit par une perte enregistrée en **Résultat net des activités en cours de cession,** et tient compte de la meilleure évaluation de l'ensemble des pertes et coûts induits par la transaction jusqu'à la finalisation de la cession. Les comptes de l'année 2011 et du premier semestre 2012 sont présentés pro forma avec le reclassement en IFRS5 des résultats opérationnels d'Emporiki sur la ligne Résultat net des activités en cours de cession.

La perte globale en résultat net part du Groupe sur le trimestre s'élève à 1 959 millions d'euros, dont 1 759 millions d'euros dans le pôle Banque de proximité à l'International et 200 millions d'euros dans le pôle Compte propre et divers.

L'exposition de Crédit Agricole S.A. au financement des entités cédées s'élevait à 2,1 milliards d'euros à fin septembre 2012. La recapitalisation d'Emporiki et la souscription aux obligations convertibles à émettre par Alpha Bank entraîneront une réduction immédiate de ce financement de l'ordre de 0,7 milliard d'euros, ce qui portera le refinancement résiduel net de Crédit Agricole S.A. à Emporiki Bank à 1,4 milliard d'euros pro forma.

En outre, Crédit Agricole S.A. confirme son objectif de réduction du refinancement résiduel accordé à Emporiki, notamment grâce à la cession d'une partie du portefeuille de *shipping* d'Emporiki pour un montant visé de 1 milliard de dollars. Le financement résiduel sera remboursé en trois échéances, dont la dernière interviendra fin 2014, et sera garanti par des actifs financiers de qualité sélectionnés par Crédit Agricole S.A.

La déconsolidation des emplois pondérés interviendra lors de la finalisation de la transaction.

Hors l'Italie et la Grèce, les autres entités du Groupe sont équilibrées en termes de ratio crédits/collecte au 30 septembre 2012, avec 9,9 milliards d'euros de collecte bilan et un montant identique de crédits bruts. Le trimestre est par ailleurs marqué par la dilution puis la déconsolidation au 10 août 2012 des titres Bankinter après l'augmentation de capital réalisée par conversion d'obligations subordonnées. Cette déconsolidation se traduit par une perte de 193 millions d'euros enregistrée sur la ligne **sociétés mises en équivalence** (même impact en résultat net part du Groupe). Hors Bankinter, la contribution au résultat net part du Groupe des autres entités de la Banque de proximité à l'international s'élève à + 26 millions d'euros au troisième trimestre 2012.

3. POLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T3-12	T3-12*	Variation T3*/T3	9M-12	9M-12*	Variation 9M*/9M
Produit net bancaire	**821**	**833**	**(14,2 %)**	**2 626**	**2 638**	**(11,2 %)**
Charges d'exploitation	(395)	(395)	(4,8 %)	(1 189)	(1 189)	(5,9 %)
Résultat brut d'exploitation	**426**	**438**	**(21,2 %)**	**1 437**	**1 449**	**(15,1 %)**
Coût du risque	(423)	(442)	+ 36,7 %	(1 492)	(1 193)	+ 19,3 %
Résultat d'exploitation	**3**	**(4)**	**ns**	**(55)**	**256**	**(63,8 %)**
Sociétés mises en équivalence	4	4	+ 63,0 %	14	14	+ 42,0 %
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	(572)	(572)	ns	(572)	(572)	ns
Résultat avant impôt	**(565)**	**(572)**	**ns**	**(613)**	**(302)**	**ns**
Impôt	(26)	(24)	(75,2 %)	(63)	(144)	(44,4 %)
Résultat net de l'exercice	**(591)**	**(596)**	**ns**	**(676)**	**(446)**	**ns**
Intérêts minoritaires	(27)	(27)	ns	(140)	(37)	ns
Résultat net part du Groupe	**(564)**	**(569)**	**ns**	**(536)**	**(409)**	**ns**

** Retraité des impacts du plan et du complément de provisionnement sur Agos aux T1-12 et T2-12*

Le pôle **Services financiers spécialisés** a poursuivi au troisième trimestre 2012 le pilotage de la réduction de son activité dans le cadre du plan d'adaptation ainsi que la diversification de ses sources de refinancement. Ainsi, en ce qui concerne le volet de réduction des encours, ceux de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) ont poursuivi au troisième trimestre 2012 leur baisse régulière. Ils s'établissent ainsi au 30 septembre 2012 à 48,6 milliards d'euros, en diminution de 3,6 milliards d'euros depuis juin 2011 dont - 1,1 milliard d'euros pour le seul troisième trimestre 2012. Trois effets se sont conjugués au cours du trimestre pour réaliser cette baisse : outre le resserrement des conditions d'octroi de crédits, l'arrêt des partenariats à rentabilité modérée et la cession de créances dépréciées, le ralentissement du marché du crédit à la consommation en Europe a contribué à cette diminution, tandis que la production en Italie marquait nettement le pas. Le total des encours gérés par CACF, comprenant les encours financés ainsi que les encours gérés pour compte du groupe Crédit Agricole ou de tiers, est également en diminution, à 74,2 milliards d'euros. Leur répartition géographique est quasi-inchangée par rapport au trimestre précédent avec 38 % des encours localisés en France, 35 % en Italie (en recul de 1 point par rapport au deuxième trimestre 2012) et 27 % dans les autres pays. Pour ce qui est du volet diversification des sources de refinancement externe, CACF a poursuivi ses efforts en intensifiant sa collecte de dépôts en Allemagne, en poursuivant les titrisations ainsi qu'en émettant sur le marché obligataire.
De son côté, Crédit Agricole Leasing and Factoring (CAL&F) a également accentué ses efforts, conformément au plan d'adaptation, tant en termes de réduction des encours qu'en termes de diversification de son refinancement externe. Ainsi, au 30 septembre 2012, les encours gérés en crédit-bail sont en baisse de 4,6 % par rapport au 30 septembre 2011 et s'élèvent à 18,9 milliards d'euros. Cette baisse provient en partie d'une opération de cession d'un portefeuille de créances en France et au Portugal pour environ 300 millions d'euros au mois de juillet, expliquant la baisse plus marquée en France (- 5,8 % par rapport au troisième trimestre 2011). Le chiffre d'affaires factoré s'établit quant à lui à 41,7 milliards d'euros au 30 septembre 2012, en baisse de 6,1 % par rapport au 30 septembre 2011.

Sur les 9 premiers mois de l'année, les résultats du pôle sont marqués par la dégradation en Italie. Au troisième trimestre 2012, le produit net bancaire, à 821 millions d'euros, est pénalisé par la baisse des volumes partiellement compensée par une hausse des marges. Il pâtit également des évolutions réglementaires défavorables tant en France (Loi Crédit à la Consommation) qu'en Italie (réforme de l'assurance emprunteurs). Enfin, la hausse des coûts de refinancement liée à l'allongement des maturités pèse également. Hors coûts du plan d'adaptation, son recul atteint 14,2 % par rapport au troisième trimestre 2011. En réaction, tant CACF que CAL&F ont entrepris une action vigoureuse sur les charges afin d'améliorer leur efficacité opérationnelle et amortir la baisse du produit net bancaire due à la réduction d'activité. Ainsi, au troisième trimestre 2012, les charges affichent une baisse de 4,8 % par rapport

au troisième trimestre 2011. Hors plan d'adaptation, le coût du risque est quant à lui en hausse de 36,7 % au troisième trimestre 2012 par rapport au troisième trimestre de l'année précédente. Cette évolution traduit des situations contrastées avec une amélioration continue du risque depuis le troisième trimestre 2011 chez CACF France tandis qu'à l'international, les résultats sont marqués par un provisionnement élevé chez Agos. Au troisième trimestre 2012, le coût du risque d'Agos s'établit à 246 millions d'euros soit 515 points de base sur encours de crédits. Les créances dépréciées d'Agos s'établissent au 30 septembre 2012, à 15,1 % des encours, avec un taux de couverture élevé de 90,2 %.

Par ailleurs, CAL&F affiche une forte amélioration de son coût du risque au troisième trimestre 2012 par rapport au troisième trimestre de l'année précédente, grâce à un impact plus faible au titre d'Emporiki Leasing (11 millions d'euros au troisième trimestre 2012 contre 26 millions d'euros au troisième trimestre 2011).

Ainsi, le résultat net part du Groupe du pôle Services financiers spécialisés s'établit à - 564 millions d'euros au troisième trimestre 2012 intégrant 572 millions d'euros de dépréciation des écarts d'acquisition sur le crédit à la consommation.

4. POLE GESTION DE L'EPARGNE

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 septembre 2012, les encours gérés du pôle s'élèvent à 1 062,9 milliards d'euros, en hausse de 56,5 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011. Cette forte progression des encours résulte d'une activité commerciale soutenue mais également d'un effet marché très positif sur la période. Hors effet marché, périmètre et change de + 47,8 milliards d'euros, cette hausse provient essentiellement de la progression des encours de la gestion d'actifs (+ 10,7 milliards d'euros depuis fin décembre 2011).

Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, ce trimestre, à 406 millions d'euros, à comparer à un troisième trimestre 2011 en perte du fait de la participation de CA Assurances au Plan de soutien de la Grèce (- 503 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Pour les neuf premiers mois de l'année, le résultat net part du Groupe du pôle s'élève à 1 274 millions d'euros, en hausse de 66,2 % en un an.

(en millions d'euros)	T3-12	Variation T3/T3	9M-12	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	**1 254**	**(7,1 %)**	**3 856**	**(3,5 %)**
Charges d'exploitation	(590)	(0,6 %)	(1 784)	(2,7 %)
Résultat brut d'exploitation	**664**	**(12,3 %)**	**2 072**	**(4,2 %)**
Coût du risque	3	ns	(52)	(94,1 %)
Résultat d'exploitation	**667**	**ns**	**2 020**	**+ 57,4 %**
Sociétés mises en équivalence	3	(6,6 %)	8	(1,2 %)
Gains/pertes sur autres actifs	-	ns	28	ns
Résultat avant impôt	**670**	**ns**	**2 056**	**+ 59,2 %**
Impôt	(223)	ns	(651)	+ 48,1 %
Résultat net de l'exercice	**447**	**ns**	**1 405**	**+ 64,9 %**
Intérêts minoritaires	41	ns	131	+ 52,9 %
Résultat net part du Groupe	**406**	**ns**	**1 274**	**+ 66,2 %**

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi affiche un très bon niveau d'activité avec des actifs sous gestion qui s'élèvent fin septembre 2012 à près de 711 milliards d'euros, en hausse de 7,9 % par rapport à fin décembre 2011. Amundi a renforcé son positionnement concurrentiel avec une forte progression de sa part de marché en France, gagnant 1,4 point entre décembre 2011 et septembre 2012 à 26,1 %[3]. Le développement commercial en Europe hors France porte ses fruits, avec de fortes progressions des encours sur les distributeurs tiers (+ 20,9 % d'encours sur neuf mois) et *corporate*. Enfin, Amundi se situe parmi les quatre premiers collecteurs au Japon, Inde et Corée[4]. La collecte hors réseaux atteint 20,5 milliards d'euros sur les neuf premiers mois 2012 avec 13,9 milliards d'euros sur le segment institutionnels et *corporate,* et 1,6 milliard d'euros sur le segment des distributeurs tiers, notamment en Europe hors France. La collecte au titre de l'épargne salariale atteint, quant à elle, 5,0 milliards d'euros. Les réseaux continuent de décollecter (- 9,8 milliards d'euros sur les neuf premiers mois 2012), à un rythme cependant moins soutenu au troisième trimestre (-2,7 milliards d'euros) que les trimestres précédents. Au total, la collecte nette s'établit à 10,7 milliards d'euros sur les neuf premiers mois 2012 et l'effet marché et change atteint + 41,4 milliards d'euros.

Au troisième trimestre 2012, **Amundi** affiche une hausse du résultat brut d'exploitation de + 34,9 % par rapport au troisième trimestre de l'année précédente qui avait été fortement impacté par la crise financière.

[3] Source : europerformance NMO, septembre 2012, fonds ouverts domiciliés en France
[4] Source : Strategic Insight, fonds ouverts à juin 2012

Sur les neuf premiers mois de l'année, le résultat brut d'exploitation s'établit à 528 millions d'euros et progresse de + 14,8 % (+ 1,8 % hors exceptionnel[5]). Il bénéficie du niveau élevé des commissions de surperformance (107 millions d'euros sur les neuf premiers mois contre 53 millions sur la période correspondante en 2011).
Le coefficient d'exploitation est très compétitif à 54,8 %[4], en amélioration de 1,6 point par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2011. Le résultat net d'Amundi s'élève ainsi à 364 millions d'euros (en hausse de 12,4 % par rapport au neuf premiers mois 2011) et le résultat net part du Groupe est de 267 millions d'euros (+ 12,6 %), dont 81 millions d'euros sur le troisième trimestre.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** continue de faire preuve d'un dynamisme soutenu depuis le début de l'année, appuyant sa croissance organique sur de réels succès commerciaux dans ses deux métiers de conservation et d'administration. Elle a bénéficié par ailleurs d'un effet marché favorable, tant sur les obligations (évolution des taux longs) que sur les actions (hausse de 6 % du CAC 40 depuis décembre dernier). Ainsi, les encours conservés sont en hausse de 7,2 % en un an pour atteindre 2 426 milliards d'euros, tandis que les encours administrés, à 1 129 milliards d'euros, progressent de 5,5 % sur la même période.
Le résultat net part du Groupe s'établit à 122 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2012, dont 42 millions d'euros pour le troisième trimestre, en progression de 27,2 % par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.

L'activité **Banque privée** résiste dans le contexte de la crise financière : elle enregistre une décollecte de 2,3 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, pénalisée par la concurrence des produits de bilan. Cette décollecte ralentit toutefois, trimestre après trimestre, depuis un an. Les encours gérés en banque privée atteignent 130,4 milliards d'euros au 30 septembre 2012, en hausse de 3,2 % par rapport à fin décembre 2011 grâce à un effet marché et change positif. Ainsi, sur le périmètre France, les encours progressent de 1,7 % par rapport au 31 décembre 2011 à 58,2 milliards d'euros, tandis qu'à l'international, ils progressent de 4,5 % sur la même période pour atteindre 72,2 milliards d'euros.
Le résultat net part du Groupe des neuf premiers mois de 2012 s'établit à 87 millions d'euros, dont 30 millions d'euros pour le seul troisième trimestre 2012, soit une hausse de 10,6 % par rapport au troisième trimestre de 2011.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 5,1 milliards d'euros au troisième trimestre 2012.
L'activité reste contrastée selon les marchés. Ainsi, l'assurance-vie en France enregistre une inflexion positive : après plusieurs mois de baisse du chiffre d'affaires, le troisième trimestre voit une stabilisation de l'activité, avec une baisse du chiffre d'affaires limitée à 3,8 % par rapport au troisième trimestre 2011. La collecte nette du Groupe est redevenue positive, et atteint 0,4 milliard d'euros sur les neuf premiers mois.
L'assurance dommages poursuit sa croissance en France ; son chiffre d'affaires s'établit à 486 millions d'euros au troisième trimestre 2012, en augmentation de + 5,9 % par rapport au troisième trimestre 2011. Pour les neuf premiers mois 2012, la progression ressort à 6,6 % par rapport aux neuf premiers mois 2011, à comparer à la croissance du marché, + 4 % pour la même période (source FFSA). Le cap des neuf millions de contrats a été franchi. L'activité en assurance emprunteurs, avec un chiffre d'affaires de 246 millions d'euros, reste soutenue par le crédit habitat. Le chiffre d'affaires à l'international poursuit sa reprise, avec une hausse de 4,2 % par rapport au troisième trimestre 2011, à 841 millions d'euros, hors BES Vida (sortie du périmètre à partir du deuxième trimestre 2012).

La qualité et le mode de gestion des contrats ont été récompensés par 50 prix décernés par les médias spécialisés.

Les encours d'assurance-vie s'élèvent à 221,8 milliards d'euros, en croissance de 2,5 % par rapport au 30 septembre 2011 (retraité de BES Vida), dont 41,2 milliards d'euros en unités de compte.

Le résultat net part du Groupe du pôle Assurances s'établit à 252 millions d'euros au troisième trimestre 2012.
Le produit net bancaire, de 520 millions d'euros, s'inscrit en baisse de 23,2 % par rapport au troisième trimestre 2011 en raison d'un effet de base défavorable. Les charges d'exploitation sont maîtrisées et stables au troisième trimestre, hors économies ponctuelles liées aux pertes sur le PSI, qui sont déductibles des assiettes des impôts et taxes. Le ratio Sinistralité / Cotisations (net de réassurance) en assurance dommages en France est bien maîtrisé, à 70,6 % pour le trimestre, en amélioration de 0,5 point par rapport au troisième trimestre 2011 où il atteignait 71,1 %.

[5] Retraité de la plus-value de cession de 60 millions d'euros enregistrée au premier trimestre 2012

5. POLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

NB : Tous les chiffres 2011 et 2012 sont présentés pro forma des transferts réalisés de la banque de financement et de la banque de marché et d'investissement vers les activités en cours d'arrêt au troisième trimestre 2012. Se reporter au communiqué de presse du 5 octobre pour plus de précisions. Ils sont également pro forma du passage de CA Cheuvreux en IFRS 5 au troisième trimestre 2012.

Au troisième trimestre 2012, le résultat net part du Groupe de la banque de financement et d'investissement s'élève à - 323 millions d'euros soit 122 millions d'euros pour les 9 premiers mois de l'année 2012.

Le résultat net part du Groupe des seules **activités pérennes** s'établit quant à lui à - 302 millions d'euros au troisième trimestre 2012. Il intègre un résultat négatif de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts (- 426 millions d'euros), des impacts, toujours limités ce trimestre, du plan d'adaptation (- 20 millions d'euros), et l'impact estimé de la cession en cours de CA Cheuvreux (pour - 181 millions d'euros). Retraité de ces trois éléments, le résultat net part du Groupe des activités pérennes s'élève à 325 millions d'euros au troisième trimestre 2012, en repli de 15,0 % par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.

Ces résultats traduisent la reprise des activités de marché dans un environnement plus favorable au troisième trimestre 2012 et la bonne performance de la banque de financement, qui bénéficie de la mise en place du modèle « Distribute to Originate » et de l'accélération de la rotation du bilan. Les charges d'exploitation s'inscrivent quant à elles en baisse de 6,8 % au troisième trimestre 2012 par rapport au troisième trimestre 2011 (à change constant et retraitées de la taxe systémique). Le coût du risque reste à un niveau modéré au troisième trimestre 2012, alors qu'il présentait une reprise nette au troisième trimestre 2011.

Les **activités en cours d'arrêt** ont, quant à elles, un coût toujours limité sur le trimestre (- 21 millions d'euros en résultat net part du Groupe).

Activités pérennes

(en millions d'euros)	T3-12	T3-12*	Variation T3*/T3*	9M-12	9M-12*	Variation 9M*/9M*
Produit net bancaire	**501**	**1 216**	**+ 0,3 %**	**3 187**	**3 665**	**(7,2 %)**
Charges d'exploitation	(730)	(730)	+ 1,0 %	(2 232)	(2 232)	+ 0,8 %
Résultat brut d'exploitation	**(229)**	**486**	**(0,7 %)**	**955**	**1 433**	**(17,5 %)**
Coût du risque	(68)	(68)	ns	(184)	(184)	+ 63,1 %
Résultat d'exploitation	**(297)**	**418**	**(18,5 %)**	**771**	**1 249**	**(23,1 %)**
Sociétés mises en équivalence	35	35	(0,5 %)	115	115	+ 11,5 %
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	(1)	ns	11	11	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	**(263)**	**452**	**(17,4 %)**	**897**	**1 375**	**(20,1 %)**
Impôt	141	(117)	(25,6 %)	(225)	(398)	(26,5 %)
Gains/pertes nettes sur activités en cours de cession	(184)	-	ns	(186)	-	-
Résultat net de l'exercice	**(306)**	**335**	**(14,5 %)**	**486**	**977**	**(16,4 %)**
Intérêts minoritaires	(4)	10	+ 2,6 %	15	26	(11,7 %)
Résultat net part du Groupe	**(302)**	**325**	**(15,0 %)**	**471**	**951**	**(16,6 %)**

* Retraité de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts, avant impacts du plan d'adaptation et de CA Cheuvreux

Banque de financement

(en millions d'euros)	T3-12	T3-12*	Variation T3*/T3*	9M-12	9M-12*	Variation 9M*/9M*
Produit net bancaire	**499**	**568**	**(16,6 %)**	**1 593**	**1 651**	**(16,0 %)**
Charges d'exploitation	(230)	(230)	+ 3,5 %	(694)	(694)	+ 3,1 %
Résultat brut d'exploitation	**269**	**338**	**(26,3 %)**	**899**	**957**	**(25,9 %)**
Coût du risque	(63)	(63)	ns	(174)	(174)	+ 54,7 %
Résultat d'exploitation	**206**	**275**	**(42,4 %)**	**725**	**783**	**(33,6 %)**
Sociétés mises en équivalence	36	36	+ 3,5 %	116	116	+ 11,7 %
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	-	1	1	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	ns
Résultat avant impôt	**242**	**311**	**(39,1 %)**	**842**	**900**	**(29,4 %)**
Impôt	(95)	(120)	(10,6 %)	(268)	(289)	(29,5 %)
Gains/pertes nettes sur activités en cours de cession	-	-	ns	-	-	ns
Résultat net de l'exercice	**147**	**191**	**(49,2 %)**	**574**	**611**	**(29,3 %)**
Intérêts minoritaires	3	4	(56,3 %)	12	13	(35,7 %)
Résultat net part du Groupe	**144**	**187**	**(49,1 %)**	**562**	**598**	**(29,1 %)**

***** Retraité des couvertures de prêts, et avant impacts du plan d'adaptation

Au cours des trois premiers trimestres de 2012, les revenus de la **banque de financement** sont restés stables alors que la liquidité consommée a diminué de 7,5 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2011. Les cessions de prêts liées au plan d'adaptation ont été poursuivies au cours du troisième trimestre, avec 0,9 milliard d'euros cédés, portant le total des cessions (y compris en 2011) à 9,9 milliards d'euros avec un taux de décote moyen de 2,3 %. Par ailleurs, conformément aux annonces faites le 14 décembre dernier, le nouveau modèle « Distribute to Originate » a été déployé progressivement au cours du trimestre avec la conclusion des premiers partenariats avec Predica et Axa.

Les revenus des financements structurés se sont redressés au troisième trimestre 2012, s'élevant à 318 millions d'euros contre 288 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 (retraités des couvertures de prêts et des impacts du plan d'adaptation). Crédit Agricole CIB maintient son deuxième rang sur les financements de projets sur la zone EMEA et progresse à la deuxième place en financement d'acquisition sur la zone EMEA également (source : Thomson Financial).
Concernant la banque commerciale, les revenus enregistrent une progression sur le troisième trimestre 2012, atteignant 250 millions d'euros contre 238 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 (retraités des couvertures de prêts et des impacts du plan d'adaptation). Crédit Agricole CIB maintient ainsi sa première place sur les activités de syndication en France et sur la zone EMEA (source : Thomson Financial).

Le produit net bancaire, à 499 millions d'euros au troisième trimestre 2012, intègre par ailleurs le coût des cessions de prêts réalisées dans le cadre du plan d'adaptation à hauteur de - 33 millions d'euros tandis que les couvertures de prêts ont un impact négatif de 36 millions d'euros, à comparer aux 72 millions positifs du trimestre précédent.

Le coût du risque enregistre une dotation nette de 63 millions d'euros ce trimestre, sans dotations individuellement significatives, contre une reprise de 17 millions d'euros au troisième trimestre 2011. Il représente 22 points de base sur encours au troisième trimestre 2012 contre 29 points de base au deuxième trimestre 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe de la banque de financement s'établit au troisième trimestre 2012 à 187 millions d'euros retraité des couvertures de prêts et des impacts du plan d'adaptation, en baisse de 49,1 % par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.

Banque de marché et d'investissement

(en millions d'euros)	T3-12	T3-12*	Variation T3*/T3*	9M-12	9M-12*	Variation 9M*/9M*
Produit net bancaire	**2**	**648**	**+ 22,0 %**	**1 594**	**2 014**	**+ 1,4 %**
Charges d'exploitation	(500)	(500)	(0,1 %)	(1 538)	(1 538)	(0,2 %)
Résultat brut d'exploitation	**(498)**	**148**	**x 4,9**	**56**	**476**	**+ 6,7 %**
Coût du risque	(5)	(5)	ns	(10)	(10)	ns
Résultat d'exploitation	**(503)**	**143**	**ns**	**46**	**466**	**+ 4,6 %**
Sociétés mises en équivalence	(1)	(1)	ns	(1)	(1)	ns
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	(1)	ns	10	10	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	**(505)**	**141**	**ns**	**55**	**475**	**+ 6,2 %**
Impôt	236	3	ns	43	(109)	(17,3 %)
Gains/pertes nettes sur activités en cours de cession	(184)	-	ns	(186)	-	ns
Résultat net de l'exercice	**(453)**	**144**	**ns**	**(88)**	**366**	**+ 19,7 %**
Intérêts minoritaires	(7)	6	ns	3	13	+ 38,2 %
Résultat net part du Groupe	**(446)**	**138**	**x 9,4**	**(91)**	**353**	**+ 19,1 %**

* Retraité de la réévaluation de la dette, avant impacts du plan d'adaptation et de CA Cheuvreux

Le produit net bancaire de la **banque de marché et d'investissement** enregistre ce trimestre des revenus négatifs liés à la réévaluation de la dette de - 646 millions d'euros, cet impact traduisant l'amélioration des conditions de refinancement de Crédit Agricole S.A. au cours du troisième trimestre 2012. Retraité de cet impact, le produit net bancaire s'établit à 648 millions d'euros, en hausse de 22,0 % par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.

L'activité est portée ce trimestre par les bonnes performances des activités de marché dans un contexte de détente généralisée. Les revenus, à 418 millions d'euros retraités de la réévaluation de la dette et du plan d'adaptation, progressent nettement par rapport au deuxième trimestre 2012 (290 millions d'euros). Ainsi, au troisième trimestre 2012, Crédit Agricole CIB enregistre de très bonnes performances sur les activités obligataires du fait de la réouverture du marché de la dette et des volumes d'émissions élevés, notamment sur les titres souverains. Crédit Agricole CIB maintient sa place de 4ème mondial toutes émissions en euros confondues (source : Thomson Financial). Par ailleurs, les dérivés de taux et de crédits ont bénéficié d'une bonne activité avec un relatif retour des investisseurs, notamment asiatiques, en lien avec la baisse du spread du CDS de Crédit Agricole S.A.

Pour ce qui est du pôle actions désormais constitué de Investment Banking, CLSA et Newedge , après le passage de CA Cheuvreux en IFRS5, les revenus sont stables par rapport au deuxième trimestre, à 230 millions d'euros. Les volumes sont toujours faibles pour les activités de courtage. L'impact estimé de la cession en cours de CA Cheuvreux enregistré au troisième trimestre 2012 s'élève à - 181 millions d'euros en résultat net part du Groupe, dont -14 millions d'euros au titre du troisième trimestre 2012 et - 167 millions d'euros au titre de la moins-value de cession estimée, y compris provision pour restructuration.

La VaR s'élève à 14 millions d'euros au 30 septembre 2012.

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T3-12	T3-12*	Variation T3*/T3	9M-12	9M-12*	Variation 9M */9M
Produit net bancaire	**75**	**75**	**ns**	**(221)**	**143**	**ns**
Charges d'exploitation	(79)	(79)	(14,5 %)	(236)	(236)	(22,5 %)
Résultat brut d'exploitation	**(4)**	**(4)**	**(98,5 %)**	**(457)**	**(93)**	**(71,8 %)**
Coût du risque	(10)	(10)	(90,3 %)	(104)	(65)	(63,6 %)
Résultat d'exploitation	**(14)**	**(14)**	**(95,8 %)**	**(561)**	**(158)**	**(68,9 %)**
Sociétés mises en équivalence	-	-	ns	-	-	ns
Gains/pertes sur autres actifs	1	1	ns	1	-	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	**(13)**	**(13)**	**(95,8 %)**	**(560)**	**(158)**	**(68,9 %)**
Impôt	(8)	(8)	ns	184	40	(72,9 %)
Gains/pertes nettes sur activités en cours de cession	-	-	ns	-	-	ns
Résultat net de l'exercice	**(21)**	**(21)**	**(91,0 %)**	**(376)**	**(118)**	**(67,3 %)**
Intérêts minoritaires	-	-	ns	(27)	(21)	(8,4 %)
Résultat net part du Groupe	**(21)**	**(21)**	**(90,5 %)**	**(349)**	**(97)**	**(71,3 %)**

* Retraité des impacts du plan d'adaptation

Le résultat net part du Groupe des activités en cours d'arrêt est toujours négligeable ce trimestre. Il s'établit à - 21 millions d'euros, sans impact lié au plan d'adaptation.

Au troisième trimestre 2012, la part des nouveaux métiers en cours d'arrêt représente 25 millions d'euros en produit net bancaire sur les 75 millions d'euros enregistrés par les activités en cours d'arrêt. Entre le troisième trimestre 2011 et le deuxième trimestre 2012, leur contribution a oscillé entre - 8 millions et + 10 millions d'euros chaque trimestre en produit net bancaire.

6. COMPTE PROPRE ET DIVERS

(en millions d'euros)	T3-12	Variation T3/T3	9M-12	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	**(795)**	**x 2,3**	**(1 036)**	**+ 53,4 %**
Charges d'exploitation	(222)	(1,4 %)	(662)	(4,1 %)
Résultat brut d'exploitation	**(1 017)**	**+ 77,8 %**	**(1 698)**	**+ 24,3 %**
Coût du risque	(260)	x 6,1	(269)	x 3,4
Résultat d'exploitation	**(1 277)**	**x 2,1**	**(1 967)**	**+ 36,2 %**
Sociétés mises en équivalence	(46)	+ 93,2 %	(98)	x 4,1
Gains/pertes sur autres actifs	44	ns	40	ns
Résultat avant impôts	**(1 279)**	**x 2,0**	**(2 025)**	**+ 37,5 %**
Impôts	482	+ 53,4 %	486	(14,9 %)
Résultat net	**(795)**	**x 2,4**	**(1 539)**	**+ 69,8 %**
Intérêts minoritaires	33	(33,6 %)	120	(13,2 %)
Résultat net part du Groupe	**(828)**	**x 2,2**	**(1 659)**	**+ 58,8 %**

Au troisième trimestre 2012, le produit net bancaire du pôle s'établit à - 795 millions d'euros, contre - 348 millions d'euros au troisième trimestre 2011. Le produit net bancaire du trimestre est impacté par des plus-values de cession réalisées sur les titres Intesa Sanpaolo et Fransabank pour un total de 52 millions d'euros. D'autre part, l'élimination intragroupe des instruments de dettes émis par Crédit Agricole S.A. et détenus par Predica pour le compte des assurés dans le cadre des contrats en UC a généré un impact négatif sur le trimestre dans le pôle Compte propre et divers de 371 millions d'euros (- 243 millions d'euros en résultat net part du Groupe). La valeur nominale des titres éliminés s'élève à 6,8 milliards d'euros au 30 septembre 2012 et le stock résiduel d'élimination s'élève à - 21 millions d'euros.

Ce même retraitement avait eu un impact sur le premier trimestre 2012 de - 17 millions d'euros en résultat net part du Groupe et de + 68 millions d'euros au deuxième trimestre 2012.

Les charges d'exploitation enregistrent un recul de 1,4 % sur le troisième trimestre 2012, par rapport au troisième trimestre 2011 (- 4,1 % sur les neuf premiers mois de l'année 2012 par rapport au neuf premiers mois de l'année 2011) et le coût du risque est impacté par une charge de 200 millions d'euros au titre de la cession d'Emporiki à Alpha Bank.

Au total, hors *spread* émetteur et Emporiki, le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, au troisième trimestre 2012, à - 385 millions d'euros.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T3-12	Variation T3/T3*	9M-12	Variation 9M*/9M*
Produit net bancaire	**7 039**	**(17,9 %)**	**24 169**	**(7,8 %)**
Charges d'exploitation	(5 150)	+ 2,3 %	(15 388)	+ 1,0 %
Résultat brut d'exploitation	**1 889**	**(46,7 %)**	**8 781**	**(20,0 %)**
Coût du risque	(1 129)	(26,8 %)	(3 432)	(9,1 %)
Résultat d'exploitation	**760**	**(62,0 %)**	**5 349**	**(25,7 %)**
Sociétés mises en équivalence	(171)	ns	(34)	ns
Résultat net sur autres actifs	49	ns	89	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(572)	ns	(578)	ns
Résultat avant impôts	**66**	**(96,7 %)**	**4 826**	**(34,3 %)**
Impôts	(259)	(54,0 %)	(2 009)	(14,3 %)
Résultat net d'impôt des activités en cours de cession	(1 945)	ns	(3 219)	x 2,3
Résultat net	**(2 138)**	**ns**	**(402)**	**ns**
Résultat net part du Groupe	**(2 207)**	**ns**	**(540)**	**ns**

* Les données 2011 et 2012 sont retraitées du passage en IFRS5 d'Emporiki et Cheuvreux

Le troisième trimestre est marqué par des avancées significatives, notamment la signature de la cession d'Emporiki, le succès du plan d'adaptation désormais réalisé au-delà des objectifs, et la poursuite du recentrage des activités de Crédit Agricole S.A. Dans ce contexte, et malgré la perte liée à Emporiki, la solidité financière du Groupe est renforcée, avec un ratio *Core Tier 1* (Bâle 2.5) qui ressort à 11,3 %, stable par rapport à juin 2012 et en hausse de 110 points de base par rapport à fin 2011.

Les Caisses régionales maintiennent des performances solides. La collecte s'inscrit en hausse de 3,8 % par rapport à fin septembre 2011, alors que les crédits augmentent de 1,7 % dans le même temps. L'amélioration du ratio crédits / collecte atteint 3 points depuis décembre 2011. Leur résultat net part du Groupe à 100 % en IFRS s'élève à 853 millions d'euros au troisième trimestre 2012, bénéficiant d'une croissance de 3,9 % par rapport au troisième trimestre 2011, et à 2 687 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2012.

Au troisième trimestre 2012, le produit net bancaire du groupe Crédit Agricole s'élève à 7 039 millions d'euros, en baisse de 17,9 % par rapport au troisième trimestre 2011. Ce chiffre intègre plus d'un milliard d'euros d'impact négatif de la réévaluation de la dette, contre un impact positif de 406 millions d'euros au troisième trimestre 2011.

Les charges sont maîtrisées.

Le coût du risque affiche une baisse de 26,8 % par rapport au troisième trimestre 2011, qui intégrait une participation au plan de soutien à la Grèce à hauteur de 764 millions d'euros. Le coût du risque sur encours de crédit s'établit ainsi à 50 points de base pour le troisième trimestre 2012, soit un niveau identique au troisième trimestre 2011.

Après prise en compte d'une dépréciation de valeur des écarts d'acquisition en crédit à la consommation pour - 572 millions d'euros et d'une perte nette d'impôt des activités en cours de cession de - 1 945 millions d'euros, qui intègre les estimations de pertes sur les cessions d'Emporiki et de CA Cheuvreux, le résultat net part du Groupe ressort à - 2 207 millions d'euros pour le troisième trimestre 2012.

*****

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le troisième trimestre 2012 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

RELATIONS INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31

Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78	Fabienne Heureux	+ 33 1.43.23.06.38
Nathalie Auzenat	+ 33 1.57.72.37.81	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Aurélie Marboeuf	+ 33 1.57.72.38.05